

# DEC 19/2013

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2012-2013

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 11 juillet 2013

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 11 juillet 2013

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Virement de crédits** n° DEC 19/2013 - Section III - Commission du budget  
général 2013





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 5 juillet 2013  
(OR. en)**

**11827/13**

**FIN 395**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	M. Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne
Date de réception:	5 juillet 2013
Destinataire:	M. Brian HAYES, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Virement de crédits n° DEC 19/2013 - Section III - Commission - du budget général 2013

---

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC 19/2013.

p.j.: DEC 19/2013



# COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 01/07/2013

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2013  
SECTION III - COMMISSION TITRES 23, 40

## VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 19/2013

---

EN EUROS

### ORIGINE DES CRÉDITS

**DU CHAPITRE** - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence

CE	- 15 000 000
CP	- 8 000 000

### DESTINATION DES CRÉDITS

**AU CHAPITRE** - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées,  
l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire

CE	15 000 000
CP	8 000 000

## I. RENFORCEMENT

### a) Intitulé de la ligne

#### 23 02 01 - Aide humanitaire

### b) Données chiffrées à la date du 19/06/2013

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	560 551 000	512 545 722
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	77 000 000	23 000 000
<hr/>		
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	637 551 000	535 545 722
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	620 400 000	490 525 378
<hr/>		
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>17 151 000</b>	<b>45 020 344</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>32 151 000</b>	<b>53 020 344</b>
<b>7. Renforcement proposé</b>	<b>15 000 000</b>	<b>8 000 000</b>
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	2,68%	1,56%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26 §1 b et c du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	147 052	129 073
2. Crédits disponibles à la date du 19/06/2013	145 445	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	1,09%	100,00%

### d) Justification détaillée du renforcement

Au 19 juin 2013, le taux d'exécution global des crédits inscrits sur la ligne de l'aide humanitaire (23 02 01) était de 97,3 % pour les engagements et de 91,6 % pour les paiements.

Ce taux d'exécution élevé découle de la stratégie opérationnelle et de la planification budgétaire de 2013 établies par la Commission, qui ont été présentées au groupe de travail «Aide humanitaire et aide alimentaire» (COHAFA) du Conseil ainsi qu'à la commission du développement (DEVE) du Parlement européen. Sur la base de son évaluation des besoins humanitaires, la Commission détermine, pour les crises de longue durée, une dotation budgétaire préliminaire par pays pour l'année à venir. Conformément aux orientations du Conseil et du Parlement européen, au moins 15 % des crédits inscrits sur la ligne du budget opérationnel initial restent non alloués pour permettre de faire face à l'évolution des priorités et à de nouveaux besoins (réserve opérationnelle).

Dès lors, le montant non alloué du budget affecté à l'aide humanitaire a été fixé à l'origine à 96 millions d'EUR en crédits d'engagement (soit quelque 17 % du montant annuel). Au début du mois de juin, un montant de 87 millions d'EUR a été utilisé, essentiellement pour les crises survenues au Mali et en Syrie, ainsi que pour faire face à d'autres crises et catastrophes touchant différents pays et régions (Nigeria, Philippines, République centrafricaine, Amérique centrale/Mexique, etc.). Enfin, compte tenu de recettes affectées s'élevant à quelque 3 millions d'EUR, la réserve opérationnelle de l'aide humanitaire s'établit à seulement 12 millions d'EUR.

L'ampleur des besoins humanitaires actuels en République démocratique du Congo (RDC) et en République centrafricaine (RCA) dépasse les ressources disponibles de la réserve opérationnelle. Il importe que la Commission conserve une capacité de réaction suffisante pour pouvoir fournir une aide ultérieure dans le cas des multiples catastrophes de moindre ampleur et d'autres événements imprévus susceptibles de survenir d'ici à la fin de 2013. Le niveau actuel de la réserve, après quasiment 6 mois d'activité, est déjà trop restreint pour répondre aux besoins dans les mois à venir, notamment dans le contexte des crises en cours nécessitant une intervention de la Commission: conflit au Pakistan, Corne de l'Afrique (réfugiés, épidémies, sécheresse et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays), conflit au Soudan/Soudan du Sud/Tchad et crise alimentaire au Sahel.

Un renforcement de 15 millions d'EUR en crédits d'engagement est donc demandé, par prélèvement dans la réserve d'aide d'urgence, pour répondre à ces deux crises connexes en RDC et en RCA et garantir à l'avenir une bonne capacité d'intervention de l'instrument d'aide humanitaire.

En ce qui concerne les crédits de paiement, la demande (8 millions d'EUR), limitée en raison des fortes contraintes qui pèsent sur les crédits de paiement, représente un premier préfinancement très prudent de 53 %, alors que le taux de préfinancement normal des opérations humanitaires est de 80 %.

La présente demande s'accompagne d'une autre demande de virement de crédits provenant de la réserve d'aide d'urgence (DEC 18) en vue de la mobilisation de 70 millions d'EUR en crédits d'engagement et de 37 millions d'EUR en crédits de paiement, ainsi que d'autres redéploiements au sein de la rubrique 4 dans le contexte de la crise syrienne.

Pour de plus amples informations sur l'utilisation des fonds et la situation humanitaire en RDC et en RCA, il convient de se reporter à l'annexe.

## II. PRÉLÈVEMENT

### a) Intitulé de la ligne

#### 40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

### b) Données chiffrées à la date du 19/06/2013

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	264 115 000	80 000 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	-115 000 000	-35 000 000
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	149 115 000	45 000 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0	0
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>149 115 000</b>	<b>45 000 000</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>n/a</b>	<b>n/a</b>
<b>7. Prélèvement proposé</b>	<b>15 000 000</b>	<b>8 000 000</b>
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	5,68%	10,00%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26 § 1 b et c du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 19/06/2013	0	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

### d) Justification détaillée du prélèvement

La réserve d'aide d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide à des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget. Cette réserve sert en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi, le cas échéant, pour la gestion civile d'une crise et la protection civile (point 25 de l'accord interinstitutionnel signé le 17 mai 2006).

## DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO AND CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Key financial information	
Previous year: total amount in 2012 Humanitarian Implementation Plan (HIP):Democratic Republic of Congo (DRC) + Regional Decision	EUR 72.2 million
Previous year: total amount in 2012 HIP Central African Republic (CAR)	EUR 8 million
Amount in the World Wide Decision (WWD) 2013:	
DRC/Great Lakes	EUR 54 million
CAR	EUR 8 million
Additional (already approved) credits from the Operational Reserve of which: :	
HIP CAR (Revision March 2013)	EUR 4 million
Emergency Decision	
From the Emergency Aid Reserve (EAR)	
Other EU funding:	
DRC – from EU Budget	EUR 180 million
CAR – from EU Budget	EUR 21.8 million
Member Status funding for DRC and CAR	EUR 136 684 618
Other donors (source United Nations Office for the Coordination of the Humanitarian Affairs Financial Tracking Service (UN OCHA FTS) at 30.05.2013)	
DRC	EUR 311 328 621
CAR	EUR 45 223 800

Additional needs (as of 1 June 2013)	
Total needs	EUR 15 million
When are the credits needed	July/August 2013
Breakdown by country (if applicable)	
DRC	EUR 10 million
CAR	EUR 5 million
Financed from	Emergency Aid Reserve (EAR)

**Why do we need additional funding? (What is new?)**

The additional EUR 15 million should enable to keep pace with the increasing needs, in particular related to:

In the case of the DRC:

- The influx of Central African refugees into northern Equateur and Orientale province (the Congolese government has accorded them "prima facie" refugee status). At the request of the Good Humanitarian Donorship group, the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) – which takes the lead in all refugee crises – has presented to the Commission its response strategy. Given the situation along the border and the infiltration of armed Central African fractions (Forces Armées Centrafricaines (FACA) and Séléka), a proposal has been made to house the refugees on three sites - two in Equateur and the third in Orientale Province. The land has been made available by the Congolese authorities and is currently being developed.



- The deployment of the United Nations Intervention Brigade and the redeployment of the Congolese loyalist forces (Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC)) risks sparking new outbreaks of violence, particularly in North and South Kivu. This concern is already gaining credence in the wake of the repositioning of the various armed fractions and renewed harassment over the civilian population. Similar developments are evident in (northern and eastern) Orientale province. The military manoeuvres on the ground will inevitably lead to further population displacements.
- The situation in Katanga is steadily worsening, both in security and health terms, resulting in continuing population displacements, with people either forced to flee or deciding to resettle elsewhere. Despite the Commission's plea to other donors, the response remains weak, both when it comes to assisting displaced persons/returnees and to helping fight the cholera and malnutrition. Humanitarian presence in this province is less solid than in the Kivus.
- The worsening of the measles, cholera and malaria epidemics throughout the region linked both to the massive population movements and to the lack of structural development, is giving increased cause for concern. The Ministry of Health does not have the resources (particularly technical and human) to take rapid action (despite the fact that funding is being mobilised).

In the case of the CAR (post putsch of 24 March 2013):

- In the wake of the current state crisis, the humanitarian crisis has spread throughout the country, and in particular to the most populated areas, including the city of Bangui. Despite the Commission's plea to other donors, the Consolidated Appeals Process (CAP) is currently funded to the tune of 32%, although its review should help boost the funding available to cover priority needs.
- The Séléka crisis broke during the period of soil preparation, seriously jeopardising the farming season and causing further damage to an already fragile and dysfunctional healthcare system, exposing the most vulnerable members of the population to malnutrition and malaria.
- The formal or *de facto* suspension of the majority of the Linking Relief Rehabilitation and Development or development projects (Commission, World Bank, etc.) has dealt a severe blow to areas which were beginning to edge their way out of the crisis. In this unstable, fragile environment, the Commission's efforts in the food security sector will help limit the risk of a major food crisis during the carry-over period in 2014.
- Although the Rapid Response Mechanism (RRM) was designed to cope with the needs of 20 000 people, the gravity of the current crisis is such that the system will need to be bolstered if it is to keep functioning.

## What for?

In the Democratic Republic of the Congo, the additional funds will be used to step up the response, particularly in terms of: (i) protection; (ii) healthcare, including medicines; (iii) non-food items (NFIs) and shelters; (iv) water, sanitation and hygiene (WASH); (v) food and nutrition.

These funds will be used to restock the "pipelines" which are in place to deal with and provide basic assistance (including protection) to refugees and displaced persons should new crises emerge. They will also be used to provide assistance in the form of medicines and medical equipment as part of epidemic control measures.

The funding will be allocated as a matter of priority to northern Equateur and to the eastern part of the DRC. However, a certain degree of flexibility shall be retained in case of new expulsions from Angola (which could affect the Kasais) or fresh epidemics (including epidemics other than measles, cholera and malaria) elsewhere in the country.

This request takes account of the access constraints in the east and in Equateur from both security and logistics point of view. It is based on the latest developments on the ground and the deterioration of the climate in general (rise in security incidents engendering new population movements (see the influx of refugees from the CAR), rise in measles and malaria alerts and the increase in the number of cholera cases, etc.). On the other hand, it does not take account of the powder keg situation in the eastern part of the DRC and the potential involvement of neighbouring countries, or of a more significant deterioration of the situation in the CAR with a resurgence of the Lord's Resistance Army (LRA) in Orientale province and a revival of ethnic conflict both in Equateur and in the Kivus and Katanga.

In the Central African Republic, the funds required will be used in the main to step up the response in terms of (i) health and nutrition, including the purchase of inputs; (ii) food security, including the setting-up of projects to transfer funds; (iii) NFIs and shelter, in particular by providing increased support to the RRM; (iv) protection; (v) WASH and (vi) bolstering the operational capacity of the partners (logistics, air transport and coordination). The upgrading of road infrastructure to help guarantee humanitarian access could also be considered. After an analysis of the humanitarian needs assessments conducted by partners, the additional funding will be used mainly to support life-saving response.

### **Other relevant information**

For the DRC, the 2013 Humanitarian Action Plan (HAP) totals USD 891 million, 36% of which has already been financed. The International Committee of the Red Cross (ICRC) has already increased its call for CHF 58 million to CHF 68 million. The HAP is currently under review and is likely to be awarded additional support at the end of June. In 2012, the HAP totalled USD 791 million, over 70% of which was financed. Between 2012 and 2013, the situation continued to deteriorate, both in the east and in Equateur, and a tendency towards ghettoisation is becoming increasingly widespread in Katanga, the Kivus, Orientale province and Equateur.

In the case of the CAR, the 2013 Humanitarian Action Plan totals USD 136,2 million, 32% of which has already been financed. The HAP is currently under review and is likely to be accorded additional support at the end of June. In 2012, the HAP totalled USD 124 million, 59% of which was financed.

### **Overview of existing and planned assistance**

The joint (Commission and Member States) EU humanitarian aid effort as encoded in the Emergency and Disaster Response Information System (EDRIS) amounts to EUR 270 184 6188 million (update from 6 June 2013) and is detailed below:

<b>EU Member States and ECHO contributions to DRC and CAR crisis as indicated in EDRIS (2012 – 2013)</b>	
<b><u>Donor</u></b>	<b><u>Contributions input in EDRIS<sup>1</sup></u></b>
	<b><u>2011-2013</u></b>
Belgium	EUR 17 668 274
Czech Republic	EUR 316 049
Denmark	EUR 266 760
Estonia	EUR 150 000
France	EUR 5 513 826
Finland	EUR 11 177 000
Germany	EUR 24 949 820
Ireland	EUR 13 030 000
Italy	EUR 1 634 237
Luxembourg	EUR 3 787 071
Netherlands	EUR 5 529 057
Spain	EUR 4 323 534
Sweden	EUR 48 338 990
<b>Total Member States</b>	<b>EUR 136 684 618</b>
<b>EU Budget</b>	<b>EUR 133 500 000</b>
<b>Total EU</b>	<b>EUR 270 184 618</b>

1 EDRIS – European Disaster Response Information System